

*Environnement*

M. Angus MacLean, qui était député de Malpègue à l'époque, a tenu à apporter la précision suivante lorsqu'il a présenté sa motion le 18 octobre 1974, comme en fait foi le hansard à la page 537:

Monsieur l'Orateur, je n'ai pas l'illusion de croire que ce que je vais dire va causer une sensation... Je ressens toutefois un pressant besoin d'exprimer mon opinion...

Ceux qui connaissent ce député savent combien ce sujet lui tient à cœur. Il y a quelques minutes, le leader du Nouveau parti démocratique à la Chambre lui a fait l'un des plus beaux compliments qu'il ait jamais reçus de sa vie. Juste avant l'ouverture du débat, il a dit que c'était une motion à caractère général et il s'est demandé si notre ancien collègue n'avait rien oublié. Je peux lui assurer que non.

L'une des choses qui nous préoccupent le plus au Canada à l'heure actuelle, c'est cette propension à tout voir en grand, qu'il s'agisse du gouvernement, des associations ou des localités. Cette attitude a été à l'origine de bien des difficultés pour ceux qui étaient directement intéressés et pour d'autres, à l'extérieur des grandes agglomérations, qui ont vu leurs chances diminuer. En fait, presque les trois quarts de notre population vit aujourd'hui dans les grandes villes. Ce n'est pas nécessairement un mal en soi, mais l'on prévoit qu'en 1980, presque les deux tiers de la population du Canada vivra dans 29 agglomérations, dont presque le tiers dans les trois villes de Toronto, Montréal et Vancouver. Il fut un temps où les villes étaient des endroits où les communications étaient faciles, le transport accessible à tous et les services peu coûteux, mais ce n'est plus le cas. On n'a qu'à s'entretenir avec un urbaniste ou un spécialiste des transports pour s'entendre dire que toutes les villes, même la région de la capitale nationale où nous vivons, souffrent d'insuffisances dans les secteurs que j'ai mentionnés. Il nous faut donc examiner très soigneusement la direction que nous avons prise et essayer de décider si c'est la bonne. Il faut tenter de décider s'il convient de fixer un objectif optimal pour la croissance urbaine et, dans l'affirmative, s'il faut freiner le développement. Négligeons-nous les avantages qu'offrent les petites localités du Canada?

Les industriels ont l'instinct grégaire. Ils aiment à se diriger là où d'autres industries sont déjà installées. Ainsi, d'année en année, nos problèmes s'aggravent et la croissance que reflètent les statistiques que j'ai citées s'accélère.

De nombreux auteurs ont signalé que les régions rurales commencent à se dégrader. Elles exportent leurs meilleurs éléments vers les villes où se trouvent les emplois. En conséquence, l'agriculture est de moins en moins capable de fournir les biens dont dépendent d'autres secteurs de l'économie. Il importe de ne pas en rejeter la faute sur qui que ce soit. Nous n'avons simplement rien fait pour prévenir cet état de choses.

● (1712)

La pénurie de terres agricoles aux environs des grandes villes est venue aggraver le problème. Ceux qui veillent à assurer notre subsistance, dans la mesure où les conditions atmosphériques le permettent, quittent les fermes. Nous sommes enclins à compter sur la technologie qui n'est pas

[M. Baker (Grenville-Carleton).]

illimitée. En toute franchise, nous devons considérer dans quelle voie nous nous orientons.

L'objet de la motion est de créer une institution non subordonnée aux exigences politiques du gouvernement. Ces exigences politiques entrent en ligne de compte, quel que soit le parti. Les paliers de gouvernement doivent se concerter au lieu de s'affronter pour discuter les problèmes qui se posent.

La tendance à tout centraliser dans de grandes villes représente pour nous un élément si important de notre société que nous manquons de perspective. Nous ne savons plus où nous en sommes. Nous ne devrions pas oublier ce qui s'est produit dans certaines villes américaines qui sont, je le sais bien, beaucoup plus vastes que les nôtres. Tous les niveaux de gouvernement au Canada doivent envisager le problème tandis qu'il est encore temps. L'objet de cette motion est de proposer au gouvernement qu'il tente de modifier son orientation ou du moins de considérer nos problèmes sous un nouvel angle.

A de très rares exceptions près, les localités situées sur le pourtour de la ville d'Ottawa deviennent de plus en plus des quartiers résidentiels subordonnés à la ville d'Ottawa. Au lieu de croître sous leur propre impulsion, elles deviennent des villes-dortoirs.

Les petites villes dotées d'attraits pour les gens qui aimeraient s'y établir et y fonder des entreprises créatrices d'emplois ne grandissent pratiquement pas alors que s'amplifie la tendance à l'urbanisation. Voilà qui est important quand on songe au genre de vie que l'on voudrait mener dans notre pays. C'est important pour le genre de vie de ceux qui par nécessité ou autrement doivent habiter dans nos villes.

Je me préoccupe également de l'environnement que créent les villes et des problèmes de logement qu'on y connaît. Qu'il s'agisse du logement pour les hommes et les femmes chargés de jeunes enfants ou du logement pour les personnes âgées, on trouve, proportionnellement parlant, une meilleure qualité de vie et un plus grand nombre de résidences pour personnes âgées dans les petites localités que dans les grandes villes en Ontario. On y sent un sentiment de souci du prochain, on se soucie des problèmes d'autrui. Voilà qui contribue au plaisir de vivre dans une petite localité. Malgré cela, nous persistons à encourager le développement de grandes villes aux grands problèmes. Voilà la question dont traite ma motion.

A vrai dire, nous en sommes au point où lorsqu'une ville canadienne, ou en fait nord-américaine, se vante d'avoir le taux de croissance le plus élevé, c'est tout comme si un type déclarait que de tous les cancéreux du village c'est lui qui dépérit le plus rapidement. Nous sommes entourés de toutes parts des ravages de la croissance.

Ma motion propose de cerner les problèmes auxquels nous faisons face en tant que nation, en tant que partie du continent nord-américain, du monde civilisé et maintenant du monde organisé. Les politiques appropriées doivent être élaborées non seulement pour améliorer l'environnement actuel mais pour nous rappeler qu'il existe peut-être une autre solution, et que celle-ci tient peut-être à une forme de collaboration jusqu'ici inconnue chez nous.